

Burundi : le Sénat adopte un nouveau Code de la route

@rib News, 09/10/2012 â€“ Source XinhuaLe Sénat burundais a adopté mardi un projet de loi portant Code de la circulation routière, un cadre juridique qui répond aux besoins de dynamisme socio-économique de l'activité du transport routier, le code actuel datant de 1958. Dans son exposé, le ministre burundais de la Sécurité publique Gabriel Nizigama, a fait remarquer que depuis 1958, « des changements importants d'ordre économique et social sont intervenus principalement en rapport avec l'accroissement de la population, les infrastructures routières, le parc automobile, la diversification des activités et des technologies en matière de transport, etc. »

En plus de cela, a dit M. Nizigama, il y a absence de réglementation routière adaptée au développement du transport pour faire face aux nombreux accidents de la route. Les statistiques de la Police Spéciale de Roulage montrent que les accidents de roulage n'ont cessé d'augmenter depuis 2004 en mairie de Bujumbura. « On se rend compte qu'en six ans, les accidents de la circulation routière en Mairie de Bujumbura ont connu une augmentation de 99,8% et qu'ils ont causé 109 décès et 964 blessés en 2008 tandis qu'en 2009, le nombre de morts et de blessés a été respectivement 76 et 1.098 personnes », a-t-il précisé. Il a aussi évoqué la conception et l'étroitesse des routes qui n'ont pas prévu d'espace pour chacun des différents utilisateurs, la multiplication de modes de transports routiers, l'augmentation de la population urbaine utilisatrice de la voie publique, les mauvais conducteurs dont la plupart disposent de permis de conduire acquis frauduleusement et la complaisance et l'excès de certains agents de police chargés de la sécurité routière accusés à tort ou à raison de corruption. Parmi les principales innovations figurent un titre relatif aux dimensions au chargement, à l'équipement et aux normes des véhicules, ce qui apporte plus de sécurité et de fluidité en matière de circulation routière ; le principe de conformité des véhicules avec les normes techniques et environnementales. Ce projet de loi consacre le contrôle technique obligatoire des véhicules automoteurs appartenant aux particuliers, à l'Etat, aux missions diplomatiques et consulaires et aux organismes internationaux, ce qui est nouveau pour les missions diplomatiques et consulaires et les organismes internationaux. Il impose également des précautions particulières de sécurité routière en cas de conduite en état d'ivresse, d'excès de vitesse, d'altération indifférenciée des facultés du conducteur et rend obligatoire le port de la ceinture de sécurité, l'interdiction de l'utilisation du téléphone portable au volant.